

Introduction

« Dans le Finistère, la politique se présente comme dans aucun autre département, la vieille formule bleue contre blanc s'est maintenue, alors qu'elle s'est modifiée dans les autres départements bretons¹. » Le préfet, Charles-Marie-Étienne Larquet constate ainsi en 1934 l'originalité d'un Finistère coupé en deux et qui résiste aux changements bien plus ailleurs. Cette analyse interpelle l'observateur : si l'on en croit le préfet, le Finistère apparaît en complet décalage, devenu un véritable isolat au sein même de la Bretagne, alors que la situation politique du pays s'est tendue à l'extrême avec les événements de février 1934. La réflexion de Charles-Marie-Étienne Larquet est partagée par de nombreux contemporains qui soulignent également sinon la spécificité, du moins la persistance très marquée de cette césure et la prégnance des conflits autour de la laïcité. Le département reste un terrain d'affrontement sous la pression d'un cléricisme combatif. La question rurale et l'antagonisme villes-campagnes jouent aussi un rôle déterminant sur l'ensemble des rapports sociaux. La combinatoire entre ces différents éléments apparaît ici *particulière* et laisse transparaître d'autres enjeux face à une montée en puissance du mouvement ouvrier à l'occasion d'une vague de grèves inédite, couplée à une victoire électorale. L'irruption de la question sociale génère des réactions de défense quasi immunitaire du monde rural. Se mettent alors en place des stratégies de protection d'un véritable bloc rural.

Mais paradoxalement, c'est bien cette affirmation de la puissance du salariat – des subalternes pourrait dire Antonio Gramsci – qui en réduit la place stratégique dans le Finistère en poussant les forces adverses à s'adapter. Il est donc nécessaire de s'éloigner parfois de l'histoire ouvrière pour mieux mesurer l'impact du Front populaire sur l'ensemble de la société.

C'est cette perspective que nous poursuivons ici, comme nous y invitent Gilles Morin et Gilles Richard. Ils ont souligné, à juste titre, combien l'analyse de cette période particulière de notre histoire doit à une approche dynamique des rapports de force en œuvre : « Les interactions entre toutes les forces politiques, les interférences avec le social et le culturel sont autant de facteurs qui contribuent à une compréhension approfondie de ce

1. ADF, 1M133, Charles-Marie-Étienne Larquet, préfet du Finistère, décembre 1934.

moment fort de l'histoire nationale et internationale². » Il nous est apparu insatisfaisant de travailler sur le Front populaire sans chercher comment ces événements ont été ressentis au-delà des rangs du mouvement ouvrier et conditionnent, par réflexivité, ses propres réactions. De plus, dans un département rural, avec des zones urbaines distantes les unes des autres, îlots disséminés d'un archipel, l'étude de cette période ne peut se concevoir en ignorant la majeure partie de la population et de ses élites, à savoir la société rurale.

Pourquoi le Front populaire? Approche historiographique d'un événement majeur

Pour quelle raison s'intéresser aujourd'hui à une période historique pour laquelle l'intérêt des chercheurs semble s'épuiser? Le moment Front populaire n'est certes pas le seul touché par le déclin de l'histoire ouvrière, mais il l'est de manière particulière, au regard de l'investissement symbolique dont il a été longtemps le réceptacle. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'étude du Front populaire fait l'objet de publications diverses par vagues décennales, véritables cycles historiographiques autant que mémoriels. Ouvrages, articles ou actes de colloques se succèdent avec ce tempo assez strictement commémoratif. Seule rupture, la barrière symbolique des 75 ans célébrés par la parution d'un unique ouvrage de synthèse, le « Que sais-je? » de Jean Vigreux³. Mais la tendance s'inverse depuis l'acmé éditoriale de l'année 1976 : l'intérêt pour le Front populaire décline alors assez nettement.

D'un point de vue historiographique, le Front populaire a généré de très nombreux travaux et interprétations dont certains sur des aspects qui ont aujourd'hui perdu leur caractère polémique. La première monographie portant sur le Front populaire paraît aux Éditions ouvrières en 1952. Elle est écrite par deux militants trotskistes, Jacques Danos et Marcel Gibelin. L'argumentation déployée concentre essentiellement ses critiques sur deux thèmes, « la canalisation du mouvement par les organisations ouvrières » et la faiblesse politique du gouvernement : « En respectant les cadres du régime politique et économique, le gouvernement de Front populaire s'interdisait pratiquement de changer les hommes⁴. » Ces griefs deviennent récurrents dans les ouvrages ultérieurs des acteurs de ce courant⁵ ou dans

2. MORIN Gilles et RICHARD Gilles (dir.), *Les deux France du Front populaire. Chocs et contre-chocs*, Paris, L'Harmattan, coll. « Des poings et des roses », 2008, p. 9.

3. VIGREUX Jean, *Le Front populaire*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je? », 2011, 128 p.

4. DANOS Jacques et GIBELIN Marcel, *Juin 36*, Paris, Éd. François Maspéro, 1972, vol. 2, p. 81, 164.

5. GUÉRIN Daniel, *Front populaire révolution manquée : témoignage militant*, Paris, Éd. François Maspéro, 1976, 316 p. Voir l'article de Pierre Broué et de Nicole Dorey : BROUÉ Pierre et DOREY Nicole, « Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au Front populaire (1936-1938) », *Le Mouvement Social*, n° 54, p. 91-134.

les analyses de chercheurs qui en sont proches⁶. Dans l'introduction à la réédition de son livre en 1972, Marcel Gibelin compare juin 1936 et mai 1968⁷ et pointe les similitudes entre les deux grèves, construisant ainsi une filiation entre les deux mobilisations sociales. Pendant plusieurs décennies, le moment Front populaire sert ainsi de mètre étalon à l'histoire immédiate.

Dans un premier temps, l'intérêt se porte quasi exclusivement sur les questions politiques centrales avec le colloque consacré à l'action du gouvernement Blum, en 1966⁸. Cette première approche se limite essentiellement au cadre national, à l'image du niveau d'implication des acteurs et de fait surplombe le pays réel. La situation politique du milieu des années 1960, avec le réchauffement des relations entre les gauches, n'est pas étrangère à l'attention portée à l'expérience du Rassemblement populaire. Une seule intervention évoque les grèves de juin 1936. La même année, une revue, *Le Mouvement Social*, publie un numéro spécial plus sensible au terrain⁹. L'histoire politique nationale n'est plus l'unique objet de l'attention des chercheurs.

Ces premières tentatives d'exploration du moment 1936 dans toutes ses dimensions ont été précédées par quelques rares travaux académiques. Le travail pionnier de Georges Dupeux sur les élections révèle la complexité des déclinaisons locales de l'union des forces qui soutiennent le Rassemblement populaire ainsi que les limites et les fragilités de la victoire électorale¹⁰. Dans la même période, Antoine Prost publie sa thèse complémentaire sur la CGT, en privilégiant l'analyse statistique et la répartition géographique des effectifs, et offre au lecteur un tableau nuancé et précis de l'implantation syndicale après les grèves de 1936¹¹.

Au début des années 1970, Jean-Pierre Rioux, regrettant les difficultés d'accès aux archives de police, de justice et de l'armée, souligne l'absence de recherches sur monde ouvrier, à part quelques articles et mémoires de maîtrise¹². Les champs de recherche s'élargissent avec le colloque qui se tient à la FNSP en décembre 1975. Cette fois-ci, l'intitulé, « La France sous le gouvernement Daladier, d'avril 1938 à septembre 1939 », renverse les priorités et, de fait, les interventions s'intéressent beaucoup plus à la situation sur le terrain. « L'esprit public » est maintenant interrogé¹³. Les

6. KERGOAT Jacques, *La France du Front populaire*, Paris, La Découverte, 2006, 414 p.

7. DANOS Jacques et GIBELIN Marcel, *Juin 36*, *op. cit.*, p. 7-9.

8. RENOUVIN Pierre et RÉMOND René (dir.), *Léon Blum, chef de gouvernement, 1936-1937*, Paris, Presses de la FNSP, 1981 (1^{re} éd. 1967), 439 p.

9. KRIEGLER Annie (dir.), *Le Mouvement Social*, Paris, n° 54, 1966, 224 p.

10. DUPEUX Georges, *Le Front populaire et les élections de 1936*, Paris, A. Colin, 1959, 183 p.

11. PROST Antoine, *La CGT à l'époque du Front populaire 1934-1939 : essai de description numérique*, Paris, Armand Colin, coll. « Cahiers de la FNSP », n° 129, 1964, 251 p.

12. RIOUX Jean-Pierre, *Révolutionnaires du Front populaire. Choix de documents (1935-1938)*, Paris, Union Générale d'Édition, coll. « 10-18 », 1973, p. 9.

13. Les actes de ce colloque paraissent en deux volumes. RÉMOND René et BOURDIN Janine (dir.), *Édouard Daladier, chef de gouvernement*, Paris, Presses de la FNSP, 1977, 320 p.; RÉMOND René

travaux de chercheurs, engagés à l'époque des événements, commencent également à apparaître. Georges Lefranc ancien militant socialiste qui, porté par son pacifisme intransigeant et son anticommunisme, a été mis un temps au ban à la Libération. En 1965, il écrit un gros volume très documenté sans arriver toutefois à prendre toute la distance nécessaire avec son sujet d'étude¹⁴. Alfred Sauvy, qui est intervenu lors du colloque sur la France de Daladier, a publié une histoire économique de l'entre-deux-guerres dans laquelle il critique la politique économique du gouvernement Blum. Ces forts volumes ne sont pas exempts de partis pris.

La remarque de Bernard Lepetit sur l'histoire en perpétuelle relecture trouve ici un écho parfait : « Le passé ne se conserve pas, mais fait l'objet d'une reconstruction toujours recommencée¹⁵. » Le Front populaire a été un objet d'attention à la fois au travers des aléas de l'unité à gauche et de la résurgence d'une combativité ouvrière en plein cœur des trente glorieuses. Il est souvent interrogé à partir de ces problématiques. Le programme commun de gouvernement qui est signé en 1972 a redonné du lustre à la politique du Rassemblement populaire. Mais, comme le souligne Serge Wolikow, « les avatars de l'union de la gauche à la fin des années 1970, ajoutés à l'expérience gouvernementale de gauche après 1981 ont brouillé l'image d'un événement progressivement repoussé dans les limbes de l'histoire¹⁶ ».

De la fin des années 1970 à la fin des années 1980, les travaux sur le mouvement ouvrier et ses organisations se multiplient, empruntant des outils à la sociologie, à la socio histoire ou à l'anthropologie, répondant ainsi, avec retard, aux vœux formulés par Jean-Pierre Rioux. Le PCF a été particulièrement observé. Vingt ans après le premier colloque, le regard se porte alors sur la « France en mouvement¹⁷ » offrant d'approcher de plus près le Front populaire à partir du terrain. Les travaux s'accumulent pendant plusieurs années, aboutissant à une véritable fragmentation de la recherche, pour reprendre l'expression de Serge Wolikow. Les objets d'études sont multiples, les échelles très différentes. Cela permet certes de faire avancer la connaissance, mais dilue l'événement comme lieu de tensions. Pendant la phase ultérieure, les enjeux mémoriels s'estompent avec la disparition des acteurs, le déclin historique du PCF et, en corollaire, un intérêt croissant

et BOURDIN Janine (dir.), *La France et les français en 1938-1939*, Paris, Presses de la FNSP, 1978, 365 p.

14. LEFRANC Georges, *Histoire du Front populaire*, Paris, Payot, 1974 (1^{re} éd. 1965), 559 p. Georges Lefranc est également l'auteur du premier « Que-sais-je? » sur le Front populaire : LEFRANC Georges, *Le Front populaire*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je? », 1965, 128 p.

15. LEPETIT Bernard, « Architecture, géographie, histoire : usages de l'échelle », *Génèses*, n° 13, p. 136.

16. WOLIKOW Serge, *Le Front populaire en France*, Bruxelles, Éd. Complexe, coll. « Questions au xx^e siècle », 1996, p. 13.

17. ASSELAIN Jean-Charles et BOUVIER Jean (dir.), *La France en mouvement, 1934-1938*, Seyssel, Champ Vallon, coll. « Époques », 1986, 350 p.

pour l'histoire du Parti socialiste¹⁸. Cependant, l'historiographie connaît alors deux étapes qui en renouvellent l'approche grâce à de sources inédites et à un intérêt nouveau pour les adversaires du Front populaire.

L'ouverture des archives publiques ainsi que celles du PCF, au milieu des années 1980, a enrichi les approches, de même que la rétrocession des archives par les autorités russes¹⁹. L'historiographie a pu intégrer ces fonds nouvellement accessibles et confronter de manière critique les témoignages des acteurs, les fonds des archives publiques ainsi que la presse à d'autres sources, internes aux organisations, pour permettre « d'émanciper l'histoire ouvrière²⁰ ». Passant de sujet actif à objet d'étude sociale, culturel et ethnographique, la classe ouvrière a perdu en chemin sa centralité comme agent fédérateur des dynamiques sociales de changement.

Une série de recherches a été menée, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire, bénéficiant de ces apports et ouvrant des perspectives inédites, avec notamment l'analyse des droites lors d'un colloque, « Les deux France du Front populaire », qui s'est intéressé aux contextes de dissensus²¹. Notre approche se situe dans le prolongement de ces travaux. Notre hypothèse repose sur une lecture de l'événement en termes d'affrontements et donc littéralement, front contre front.

Délimiter l'objet de la recherche – le lieu

L'objet de notre étude est le département du Finistère. Le choix départemental offre-t-il un cadre géographique propice à une recherche historique qui puisse se construire en tant qu'objet? Ce choix ne va pas de soi. Cette entité a été durement dénigrée, accusée de n'offrir que la vue d'un territoire étroitement borné. L'« unité monstrueuse qu'est le département » subit des anathèmes sévères : « microscopique, arbitraire, aussi sottement antiéconomique que contre-géographique²² ».

18. Voir *Vingtème Siècle. Revue d'histoire*, « Le PS : nouvelles approches », n° 6, 2007/4, 32 p.

19. WOLIKOW Serge (dir.), *Une histoire en révolution? Du bon usage des archives, de Moscou et d'ailleurs*, Paris, Éditions universitaires de Dijon, 1996, 315 p. GENEVÉE Frédéric, *La fin du secret : Histoire des archives du Parti communiste français*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2012, 176 p., et VIGREUX Jean, « 1990-2010 : archives et écriture(s) de l'histoire du PCF », coll. « Territoires contemporains, nouvelle série », mis en ligne le 12 janvier 2011, vol. 2.

20. WOLIKOW Serge, « Introduction », in WOLIKOW Serge, *Une histoire en révolution? Du bon usage des archives, de Moscou et d'ailleurs*, op. cit., 1996, p. 16.

21. MORIN Gilles et RICHARD Gilles (dir.), *Les deux France du Front populaire*, op. cit., p. 7. L'un des deux autres colloques s'est tenu à Nanterre, à l'initiative de la BDIC et de l'université Paris X, les travaux s'inscrivent dans une optique comparative : « Fronts populaires : Espagne, France, Chili », actes du colloque, avril 2006, Centre de recherches ibériques et ibéro-américaines, CRIIA, GREX-GRISOR, 2007, Impr. université Paris Ouest Nanterre La Défense, 360 p.; le second à l'université de Bourgogne en juin 2006, valorisant l'intérêt d'approches et d'échelles variées. VIGNA Xavier, VIGREUX Jean et WOLIKOW Serge (dir.), *Le pain, la paix, la liberté : expériences et territoires du Front populaire*, Paris, Éditions Sociales, 2006, 373 p.

22. ROUGERIE Jacques, « Faut-il départementaliser l'histoire de France », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 1, p. 178-193.

Deux arguments, au moins, jouent cependant en faveur de l'entité départementale : cette circonscription administrative à laquelle se sont adaptées les organisations – à quelques notables exceptions près dont le PC, la CGTU et les syndicats agricoles – offre l'avantage de correspondre également aux limites géographiques de l'évêché de Quimper et du Léon. De plus, le territoire ainsi tracé dévoile une assez grande variété de comportements et de structures sociales, entre terres léonardes, trégoroises ou cornouaillaises. Ce travail s'insère donc dans une longue tradition de travaux monographiques. La taille du département offre la possibilité de porter le regard à un niveau suffisamment fin pour nuancer les analyses.

La variation des échelles permet des approches qui se complètent et évite une généralisation, risque non négligeable quand la focale est trop courte. Autre facteur en faveur d'un périmètre départemental : la prégnance du cléralisme finistérien et ses capacités remarquables à construire une contre-société. La dimension religieuse imprègne la société finistérienne dans son quotidien et segmente le mouvement ouvrier, obligeant chacun à se positionner. Ce n'est pas un hasard si la politique de la « main tendue » est illustrée, lors du congrès national d'Arles du Parti communiste en décembre 1937, par la situation finistérienne. Si cette orientation peut être appliquée dans le Finistère, elle peut donc l'être partout. Les cléricaux eux-mêmes mettent en exergue le Finistère dans un ouvrage collectif de portée nationale²³. Chaque initiative d'un côté entraîne une réplique ou une réaction de l'autre. Le mouvement est circulaire. L'appréhension même du mouvement ouvrier, de ses associations, syndicats et partis, exige l'intégration de cette problématique religieuse. Sinon, une part importante des comportements sociaux échappe à la compréhension, si ce n'est au regard. La genèse des comités de Front populaire ne peut se comprendre sans cette dimension laïque et anticléricale, au travers de l'impulsion donnée par les comités de défense laïque lors de leur création. L'étude des évolutions du monde rural, avec ses élites, participe de la même dynamique. L'approche de ces événements doit cependant être mesurée pour ne pas sous-estimer l'intégration du Finistère dans le cadre national.

Évolution du champ politique

Des partis se sont créés pendant l'entre-deux-guerres. Certains connaissant une fortune immédiate, comme le Parti social français. Les électeurs et avant eux ceux qui forment l'ossature de l'organisation, les militants, s'emparent – ou non – des choix qui leur sont proposés ou les suscitent. Il n'y a ici rien de mécanique. Le PPF ne parvient par exemple pas à se développer, écrasé par un PSF qui remplit, à la fin de la période, les attentes de l'électorat et de la population.

23. COLLECTIF, « Propagande communiste, socialiste et antireligieuse dans un département de l'Ouest », in *Une enquête sur le communisme*, Paris, Éditions Spes, 1937, p. 41-56.

C'est également une phase charnière avec la persistance de structures politiques de type ancien²⁴ et l'irruption de partis de masse, le PC et le PSF, qui rejoignent ainsi la SFIO en reconstruction dans ce groupe très restreint. Cependant, le terme parti de masse ne convient pas tout à fait. Le temps des protopartis, comme les nomme Serge Berstein²⁵, structures partisans s'apparentant à des clubs qui jouent le rôle de comités électoraux, est passé non sans avoir laissé quelques scories. Mais l'approche de la politique par le prisme des organisations n'épuise pas les questionnements liés à l'étude d'une société en crise qui semble se contracter autour des idéologies les plus affirmées.

Lors des phases de crise organique, comme celle qui couvre l'ensemble de la période, les organisations politiques à droite de l'échiquier subissent des pressions centripètes²⁶. À l'inverse, le rassemblement des partis de gauche, qui se sont déchirés pendant quinze ans, ne résiste pas aux tensions avec les radicaux prompts à temporiser puis à briser les dynamiques à l'œuvre. La deuxième moitié des années 1930 est caractérisée par un paysage idéologique très labile, ainsi que le décrit Nicolas Beaupré : « Comme si la très forte polarisation droite/gauche et la stigmatisation de plus en plus systématique de l'adversaire politique avaient tendance, à droite, à atténuer les divergences tout en radicalisant les idées, alors qu'à gauche elle provoque, au contraire, des rapprochements plus tactiques et électoraux qu'idéologiques²⁷. » Cette asymétrie marque également le Finistère politique et s'y renforce, comme ailleurs, sous la pression des événements.

Dans ce champ, au sens où l'entend Pierre Bourdieu, celui de la politique, le terme parti peut recouvrir plusieurs significations qui ne désignent pas la même réalité. Nous aborderons l'analyse politique de la période à la fois par le biais d'une approche de la vie des organisations politiques en tant que telles, mais aussi de l'évolution des courants politiques au sens de l'ensemble de ceux qui prennent parti, parti entendu comme un concept bien plus large que la désignation réductrice de l'organisation politique. Les organisations partisans se recentrent, dans des périodes de tensions sur l'essentiel et sur ce qui, dans le fond, fait d'elles des sous-courants de ceux qui prennent le même parti. C'est ce que dit Antonio Gramsci, avec un autre vocabulaire :

24. « La raison d'être du parti n'est ni d'encadrer les électeurs, ni de former des militants. Elle est d'être la plate-forme nécessaire à l'action politique d'un personnel attaché à la gestion, et soucieux de l'exercice du pouvoir. » MAYEUR Jean-Marie, *La vie politique sous la III^e République : 1870-1940*, Paris, Seuil, coll. « Points Histoire », 1984, p. 301.

25. Cité par GOUIN Rodolphe, *La transformation des protopartis : Conditions, déductions, applications*, doctorat en Science politique, IEP de Bordeaux, Bordeaux, 2008, p. 41.

26. VAVASSEUR-DESPERRIERS Jean, « Les tentatives de regroupement des droites dans les années 1930 », *ABPO*, vol. 109-3, 2002, p. 61-77, et BOUGEARD Christian, « Les notables et les forces politiques de droite en Bretagne dans les années 1930 », *ABPO*, vol. 109-3, 2002, p. 121-139.

27. BEAUPRÉ Nicolas, *Les grandes guerres : 1914-1945*, Paris, Belin, coll. « Histoire de France », 2012, p. 700-701.

« La vérité théorique qui veut que chaque classe ait un seul parti se démontre, dans les tournants décisifs du fait que des groupes différents, qui se présentaient chacun comme un parti “indépendant”, se réunissent et forment un bloc unitaire. La multiplicité qui existait auparavant était seulement de caractère “réformiste”, c’est-à-dire qu’elle concernait des questions partielles, qu’elle était dans un certain sens une division du travail politique (utile, dans ses limites) ; mais chaque partie présupposait l’autre, au point que dans les moments décisifs, c’est-à-dire quand justement les questions principales ont été mises en jeu, l’unité s’est faite, le bloc est formé²⁸. »

Cette évolution amplifie les discordances à gauche et les concordances à droite. Nous nous intéresserons aux tendances de fond de ces *partis-pris* sur l’ensemble de la période. André Siegfried, dans son *Tableau des partis en France*, utilise cette approche générale des partis comme courants politiques, se divisant en comités divers ou organisations partisans et, ainsi, il étudie la droite « en tant que parti national²⁹ ». De fait, précise-t-il, c’est l’électeur qui avance³⁰.

Les résultats électoraux sont la conséquence de l’interaction entre deux acteurs : l’électeur et le candidat ainsi que l’offre politique qu’il représente. En effet, l’électeur ne se détermine pas par essence : les conditions sociohistoriques jouent un rôle primordial dans les choix³¹. Il est de plus largement contraint par un environnement social qui le prédispose aux choix liés à son statut social, son appartenance à un territoire. Il s’agit ici de prédispositions et non d’une reproduction à l’identique d’*habitus* mécaniques dont Pierre Bourdieu refuserait la paternité. Les communes du Léon votent, dans un bel unanimisme apparent, à droite de l’échiquier politique. La réalité est plus nuancée. Les individus sont moins marqués par leur lieu de résidence que par leur imbrication dans un tissu social normatif³².

L’analyse des mouvements sociaux

Au cœur des événements se tissent des rapports sociaux, se créent des mouvements sociaux et s’agrègent des intérêts à agir ensemble qui influent localement sur le cours de l’histoire et en sont nourris en retour, quand bien même ceux-ci découlent d’une dynamique nationale. Notre approche et la perception du sujet se sont modifiées avec l’apport des sources collectées dans les archives de l’évêché de Quimper. Nous avons ainsi pris la mesure de

28. GRAMSCI Antonio, *Cahiers de prison 14, 15, 16, 17 et 18*, vol. IV, Paris, Gallimard, 1990, p. 115-116.

29. SIEGFRIED André, *Tableau des partis en France*, Paris, Bernard Grasset Éditeur, 1931, p. 179.

30. André Siegfried ajoute que si l’électeur avance, c’est-à-dire déplace son vote vers la gauche, « l’élu avancé subit fréquemment l’évolution contraire. » *Ibid.*, p. 167.

31. LEHINGUE Patrick, *Le vote. Approches sociologiques de l’institution et des comportements électoraux*, Paris, La Découverte, 2012, p. 136-161.

32. *Ibid.*, p. 135.

la puissance de l'Église, au-delà de ce qui est généralement constaté. Cette véritable contre-société en construction constante doit être abordée avec les mêmes outils que ceux utilisés pour appréhender les autres organisations. Nous chercherons à saisir comment cette société se vit, face à un monde qu'elle juge hostile. Elle n'hésite pas à s'imprégner, par mimétisme, des stratégies utilisées par ses adversaires pour résister, y compris dans le monde urbain, aux bouleversements qu'elle craint et qu'elle souhaite anticiper.

Les travaux de Charles Tilly sur les identités collectives et la construction de contre-sociétés nous seront utiles. Notamment les notions de *catnet*, contraction de *category network* qui associe *catness*, c'est-à-dire identification à un groupe ayant des caractéristiques propres très clivantes et *netness*, connexion en réseau renforçant l'état d'esprit du groupe et valorisant ses intérêts catégoriels. Dans le Finistère, deux fortes *catnet* s'affrontent notamment sur le terrain de l'éducation : le monde enseignant et plus particulièrement celui des instituteurs et le monde catholique³³.

Il est également nécessaire d'appréhender les contraintes à l'œuvre dans un monde rural. Le salariat y est important et protéiforme. Le monde ouvrier s'y vit-il comme un groupe social spécifique dans le Finistère rural ? L'existence d'une classe probable, pour reprendre une terminologie utilisée par Pierre Bourdieu, ne va pas de soi ; l'absence d'une classe construite, c'est-à-dire une classe mobilisée, amène de nombreuses interrogations. Le salariat s'exerce partout dans le département, y compris dans les zones rurales les moins intégrées à un processus de production moderne, mécanisé et ouvert sur les circuits d'échanges monétaires. Entre « hiérarchie acceptée³⁴ » et « servitude volontaire³⁵ » des nuances pour un même constat : malgré le fossé qui se creuse entre les modes de vie entre milieu rural et milieu urbain, le monde ouvrier rural reste soumis à l'hégémonie des élites rurales.

Une approche par les rapports de force

Il s'agit maintenant d'explicitier un peu plus l'intérêt d'un vocabulaire d'inspiration gramscienne. Plusieurs concepts d'Antonio Gramsci sont employés dans notre recherche, ou plutôt confrontés à l'observation : le diptyque hégémonie et coercition, le bloc historique ainsi que la question centrale de la définition et de la place de l'intellectuel. L'usage historiographique des concepts empruntés à Gramsci a irrigué quelques travaux, notamment sur la Bretagne. Ces concepts ont été utilisés en premier par

33. Pour le monde des instituteurs et la pertinence d'une approche en termes de *catnet*, voir NEVEU Érik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 1996, p. 58.

34. BARRAL Pierre, *Les Agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, A. Colin, coll. « Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques », 1968, vol. 164, 386 p.

35. LA BOËTIE Estienne de, *Le discours de la servitude volontaire*, Paris, Payot, 1976, 307 p.

Yannick Guin pour qui les analyses de Gramsci, particulièrement au travers de son intérêt pour le *Mezzogiorno*, permettent de « comprendre l'originalité de la situation bretonne³⁶ ». Une partie importante du travail du théoricien italien se base en effet sur ses analyses de la société rurale italienne³⁷.

L'existence d'un bloc nécessite au moins trois groupes sociaux : un groupe dominant, un groupe dominé et des intellectuels organiques qui assurent l'encadrement de la société et qui ont pour fonction de naturaliser les rapports sociaux. Gramsci pense particulièrement, mais pas uniquement, au rôle des clercs dans les campagnes dont l'intervention est déterminante dans la construction de l'hégémonie, du consentement. Toutefois, les clercs ne sont plus liés aussi étroitement qu'avant à l'aristocratie et agissent maintenant comme « autonomes et indépendants du groupe social dominant³⁸ ».

L'Office central, dirigé par de Guébriant, est mû par une ambition politique irrépressible d'être l'organisateur et la direction de la société rurale qui reste toujours une société majoritaire dans le Finistère. Comme le démontre David Bensoussan, la paysannerie demeure un enjeu socio-politique majeur³⁹. La politique de Landerneau se heurte cependant au positionnement de son partenaire : l'Église. La relation qu'ils entretiennent est une relation bâtie sur le rapport de force permanent entre deux volontés hégémoniques qui ne peuvent se passer l'une de l'autre, mais dont les objectifs ne sont pas identiques. L'existence d'un bloc rural est indéniable, avec toutes les nuances évoquées et qui demandent à être vérifiées. Mais qu'y a-t-il en face? Le Finistère est un département rural avec quelques îlots urbains. Paradoxe apparent, la question sociale portée par les salariés du monde urbain pourtant numériquement minoritaires, joue un rôle majeur au travers de l'irruption des mobilisations ouvrières ressenties comme une menace par les tenants de l'ordre. Le risque potentiel de contagion de la société rurale fait craindre le pire aux élites rurales. Alors, il lui faut faire bloc.

À la différence du bloc rural dans lequel le groupe dominé ne remet pas en question les hiérarchies sociales, dans le monde urbain, la cohésion sociale collective n'est pas ou plus une réalité. En effet, l'existence même d'un bloc urbain pose problème. Yannick Guin analyse le moment Front populaire comme revêtant en Bretagne une importance exceptionnelle,

36. GUIN Yannick, *Histoire de la Bretagne de 1789 à nos jours : contribution à une critique de l'idéologie nationaliste*, Paris, Éditions François Maspéro, 1977, p. 14.

37. GRAMSCI Antonio, *Écrits politiques III : 1923-1926*, Paris, Gallimard, 1980, p. 329-356.

38. GRAMSCI Antonio, *Cahier de prison 10*, Paris, Gallimard, 1978, p. 311. A. Gramsci utilise le terme bloc catholique pour désigner l'appareil ecclésiastique, en y intégrant notamment les mouvements de masse de l'action catholique dont nous pourrions mesurer l'importance dans le Finistère. Hugues Portelli consacre quelques pages à décrire ce bloc : PORTELLI Hugues, *Gramsci et la question religieuse*, *op. cit.*, p. 186-199.

39. BENSOUSSAN David, « Pour une analyse socio-politique du dorgérisme : l'exemple de la Bretagne », *Ruralia*, 16/17, mis en ligne le 19 juillet 2006, consulté le 25 septembre 2013 [<http://ruralia.revues.org/1076>].

« ultime combat de masse livré par le bloc agraire, qui croit encore à sa survie et à sa suprématie, contre le bloc urbain, qui lui-même se scinde peu à peu sous la poussée prolétarienne⁴⁰ ». Pour Gramsci, « dans les villes ou dans les populations de type urbain, depuis plusieurs générations déjà, un tel bloc s'est dissous, si tant est qu'il n'ait jamais existé⁴¹ ». Le bloc urbain a disparu : il a épuisé son rôle. Par contre, le bloc historique domine et dirige la société⁴². Le combat laïque, qui a pu servir de ciment entre tous les groupes sociaux urbains, perd de son intensité au profit de la question sociale. La fracture qu'évoque Yannick Guin est bien antérieure aux années 1936.

La lutte pour l'hégémonie passe également par l'idéologie, notamment avec la question de l'éducation centrale pendant toute la période. Dans chacun des camps, l'éducation et la scolarité occupent une place prépondérante dont il sera nécessaire d'examiner les évolutions. La lecture des rapports sociaux à partir d'une approche par les blocs s'appuie sur la transmission institutionnalisée des *habitus* entendue comme le transfert vers les générations nouvelles de l'idéologie dominante. La question scolaire polarise une grande partie de ce combat⁴³. La problématique de l'éducation est d'une importance telle qu'elle génère même des tensions au sein du bloc rural. Les responsables du syndicat agricole essayent systématiquement d'assurer seuls l'encadrement éducatif des jeunes ruraux. Nous verrons que cette question hante l'entre-deux-guerres. L'enseignement et l'éducation sont en effet un champ de bataille dans le Finistère. Le rôle de la presse écrite est également central : c'est un vecteur d'information primordial.

Cette approche de rapports sociaux par le biais de l'hégémonie n'est pas restée sans objections. C'est James C. Scott qui a produit la critique la plus aboutie de l'hégémonie en réfutant le constat de Pierre Bourdieu pour qui le débat est tranché : « Ce qui fait problème, c'est que, pour l'essentiel, l'ordre établi ne fait pas problème puisqu'il y a soumission doxique à l'ordre établi⁴⁴. » Pour James C. Scott, contrairement à Bourdieu, la reproduction de la domination ne s'explique pas par cette subjectivité qui rendrait, aux yeux des dominés, la domination comme inévitable. Face au « texte public », un « texte caché » permet aux dominés de faire preuve de résistance⁴⁵. Il a depuis largement nuancé ses analyses⁴⁶. Béatrice Hibou a également travaillé sur la domination et a démontré qu'un comportement, contrevenant en apparence aux intérêts propres de l'acteur, pouvait être

40. GUIN Yannick, *Histoire de la Bretagne de 1789 à nos jours*, op. cit., p. 215.

41. GRAMSCI Antonio, *Cahier de prison 14*, Paris, Gallimard, 1990, p. 68.

42. PORTELLI Hugues, *Gramsci et le bloc historique*, op. cit., p. 77.

43. MOËNNER Gérard, *La querelle scolaire en Finistère dans l'entre-deux-guerres (1919-1939)*, mémoire de maîtrise, UBO, Brest, 1992, 360 p.

44. BOURDIEU Pierre, *Méditations pascalienues*, Paris, Seuil, coll. « Liber », 1997, p. 213.

45. SCOTT James C., *La domination et les arts de la résistance : Fragments d'un discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam, 2008, p. 12.

46. [<http://www.vacarme.org/article1491.html>].

motivé par une conjonction de facteurs ou de *complications* de la domination⁴⁷. Les raisons en sont multiples. Le désir de sécurité, l'instrumentalisation de la crainte de l'autre, c'est-à-dire de la société urbaine, sont des ressorts sur lesquels jouent les appareils hégémoniques. Les pratiques culturelles sont au cœur du processus qui permet d'y parvenir. Pour prendre l'exemple de la principale catégorie professionnelle de salariés, les ouvriers agricoles, l'économie politique de la domination joue un rôle important pour ce groupe subalterne aux contours imprécis : les ouvriers agricoles se nourrissent aussi de l'espoir de sortir de leur condition. Mais, en période de crise sociale, les groupes hégémoniques savent que leur légitimité est « fluctuante et largement circonstancielle, sensible au temps⁴⁸ » et que les concessions possibles sont de fait réduites. Le dyptique consentement-coercition se fait plus apparent alors. Cependant, la réfutation d'une servitude volontaire ne pourrait expliquer par exemple pourquoi, dans le secret de l'isoloir, les ouvriers agricoles votent massivement pour des candidats agrariens aux législatives de 1936. La domination joue un rôle immense dans la reproduction de rapports de dépendance.

Cette ascendance ne se limite pas au terrain économique : « le vote des catholiques léonards est un vote *dirigé*. Parfois même fortement⁴⁹ » constate Yvon Tranvouez. Il précise : « Le choix politique est donc subordonné à l'appréciation cléricale des positions de tel ou tel candidat sur les questions traditionnellement sensibles, comme la question scolaire. En ce sens, le vote catholique est aussi un vote *réservé*. Dieu a toujours un droit de regard⁵⁰. »

Les sources

Les Archives départementales du Finistère ont fourni les sources les plus conséquentes et les plus utiles pour notre recherche. La série 1M, avec les rapports du préfet, ainsi que les notes des différents services de police, a été particulièrement précieuse pour l'approche de l'ensemble des organisations du département. Bien que certains dossiers soient incomplets, les rapports des différentes administrations, croisés avec les autres sources, principalement la presse, permettent d'obtenir un niveau d'information intéressant. Les travaux préparatoires à la construction des statistiques publiques nous ont été également fort utiles pour l'enseignement, sujet très sensible dans le Finistère, pour la statistique agricole, et notamment le dénombrement commune par commune des diverses catégories d'ouvriers agricoles, ou pour suivre l'évolution du coût de la vie. Avec la série 10M, nous avons pu

47. HIBOU Béatrice, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011, 298 p.

48. *Ibid.*, p. 31.

49. TRANVOUEZ Yvon, *Un curé d'avant-hier. Le chanoine Chapalain à Lambézellec (1932-1956)*, Brest, Éditions de la Cité, 1989, p. 50.

50. *Ibid.*, p. 51.

travailler sur les créations de syndicats pour l'ensemble de la période. Cette série contient également des dossiers primordiaux sur l'arbitrage qui est à la fois un outil de gestion des conflits potentiels, mais également un révélateur des rapports sociaux dans les entreprises. À partir de cette même série, le relevé des grèves, central dans notre travail, a fait l'objet des recoupements nécessaires entre de nombreuses sources.

Secondes sources primaires d'importance, les fonds conservés par les archives diocésaines de Quimper et Léon, dans les locaux de l'évêché, à Quimper. Ils renferment une importante correspondance entre l'évêché et l'Office central de Landerneau qui est éclairante sur leurs relations parfois tendues. Les liens de subordination de la CFTC transparaissent également des documents et pallient l'absence de sources dans les archives départementales. Enfin, les différentes séries permettent un éclairage sur les méthodes de travail des organisations catholiques. Il est possible de suivre de près les enquêtes menées dans les paroisses sur plusieurs thèmes. Celle de 1930 sur les salles de bal a connu, à l'époque, son heure de gloire. Le dépouillement des enquêtes sur les pasqualisants permet une approche fine, à l'échelle des communes, de la pratique religieuse et offre, de plus, l'opportunité de croiser ces informations avec les recensements et les résultats électoraux. Les archives diocésaines de Quimper et Léon ont publié en 2008 trois DVD. Diverses revues catholiques sont ainsi numérisées dont *La Semaine Religieuse de Quimper et Léon* ainsi que le *Bulletin de la Ligue d'Action Catholique*. Enfin, la presse de l'époque a été entièrement dépouillée, presse quotidienne comme journaux politiques, SFIO, PCF, PSF ainsi que la presse cléricale et anticléricale.

Les archives municipales de plusieurs municipalités ont également été consultées : celles de la ville de Brest utiles pour l'étude des émeutes d'août 1935 et celles de la ville de Concarneau, pour suivre la politique municipale d'un maire communiste de premier plan dans le département, Pierre Guéguin. Le centre d'archives de la marine en Atlantique à Brest donne accès à un fonds intéressant qui offre un autre angle pour appréhender, par une approche microsociologique, les tempéraments politiques, au travers des noms de bateaux.

Le plan

Pour le plan, le déroulement chronologique a été préféré à un traitement thématique qui ne correspondait pas à notre approche d'un moment, entendu comme un espace temporel, et de son impact sur la société finistérienne.

Une première partie sera consacrée à la naissance du Front populaire. Ces temps incertains qui débutent avec les événements de février 1934 font bouger les frontières et génèrent des dynamiques unitaires cependant que les

forces hostiles cherchent à endiguer un mouvement de fond. Fusion syndicale, apparition d'un syndicalisme paysan opposé à Landerneau, la période est propice à une activité militante foisonnante. L'antifascisme marqué par les combats anticléricaux des années passées propulse l'activité militante à un niveau élevé. Pendant cette phase de maturation du Rassemblement populaire, une émeute ouvrière, symptomatique d'un état d'esprit dans la classe ouvrière un an avant la vague des grèves, éclate à Brest en août 1935 autour de l'application des décrets-lois.

Puis c'est le choc pour les forces adverses malgré des élections législatives qui, localement, comblent leurs espérances. La droite triomphe ici, du moins en apparence. Mais des grèves débutent peu après et deviennent un enjeu central pour les acteurs. Les conséquences sur l'ensemble des organisations politiques et syndicales favorables au Front populaire sont importantes : les effectifs s'envolent et leur assise se consolide.

Au choc répond le contrechoc. La dernière partie du travail cherche à rendre compte du changement d'ambiance très rapide qui s'opère après la fin du premier cycle de grèves. Dès 1937, malgré une agitation sociale persistante, les acquis sociaux sont remis en cause. Dans une ambiance internationale délétère, l'épisode du 30 novembre 1938 clôt la parenthèse d'un Front populaire politique et social. Le mouvement ouvrier est décapité et ses dirigeants écartés. Une période s'achève alors.

Nous essayerons, en concluant cette étude, d'appréhender l'impact de ces années de tension sur la société finistérienne. À l'heure du bilan, il est important de mesurer notamment si la radicalisation apparente a transformé les rapports sociaux et joué sur les rapports de force entre la société rurale et la société urbaine.